



La campagne électorale présidentielle 1988 est une bataille pour la France et sa renaissance. En principe, c'est une bataille pacifique qui obéit à des règles strictes de droit et de fait.

L'expérience prouve que souvent celles-ci sont violées par des fraudeurs au détriment de la volonté des citoyens.

Il dépend de vous, Françaises et Français, que cette campagne soit celle de la vérité et de la droiture.

Détendez vos idées, votre candidat, son programme, faits et chiffres en main.

Dans « PASSEPORT POUR LA VICTOIRE », vous trouverez les éléments qui vous permettront d'informer vos concitoyens, de faire échec aux campagnes de calomnie et de dénigrement, de participer vous aussi à la victoire de la France et de l'Europe.

4

- + 0,4 % de la cotisation d'assurance maladie pour les salariés ;
- + 0,2 % de la cotisation vieillesse des salariés.
- Août 1987 :
- prélèvement de 1 % sur les revenus financiers et immobiliers.
- Août 1987 :
- augmentation de 2 % du prix des tabacs.

SÉCURITÉ SOCIALE : nos solutions

« L'argent de la Sécurité sociale c'est l'argent des Français ». Jean-Marie Le Pen, Antenne 2, l'Heure de vérité, 6 mai 1987.

Sur ce problème de la protection sociale, comme sur tous les autres, mes amis et moi avons des solutions raisonnables, sérieuses, efficaces à proposer : d'abord faut nettoyer les écuries d'Augias, c'est-à-dire mettre de l'ordre dans cette énorme machine, pratiquement incontrôlée, qu'est la Sécurité sociale, avec son budget supérieur à celui de la nation entière et son armée de personnel de 180 000 hommes et femmes. Dans ce immense appareil où l'absentéisme sévit, assure-t-on dans une proportion voisine de 30 %, 23 000 emplois pourraient être supprimés sans inconvénient pour le fonctionnement du système : c'est ce qu'assure l'IGAS. Par ailleurs, nous demandons comme première mesure qu'il y ait séparation en ce qui concerne les caisses maladie, vieillesse, chômage et allocations familiales, entre, d'une part, les travailleurs français ou originaires de la CEE et, d'autre part, les étrangers extra-communautaires. Chaque salarié français (ou communautaire) devrait recevoir la totalité de son salaire, avec obligation de s'assurer à une caisse de son choix : SS, mutuelle ou compagnie d'assurance, la solidarité nationale devant prendre en charge les exclus de la vie économique

Son format a été spécialement conçu pour pouvoir être commodément placé dans une poche ou un sac. Il ne doit plus vous quitter d'ici à mai 1988.

Diffusez-le auprès de vos amis et relations. Faites à vos amis un cadeau civique et utile.

Il faut que chacun devienne le centre d'un petit réseau d'information et de propagande des idées nationales.

Considérez-vous comme mobilisés à temps plein les jours de scrutin pour la tenue et la surveillance des bureaux de vote et du dépouillement.

Les responsables de la décadence s'accrochent à leurs privilèges et s'efforcent de masquer la vérité à notre pays par le terrorisme intellectuel qu'ils imposent dans les médias.

Seul, le peuple des citoyens peut faire échec à cette tyrannie.

La victoire est entre vos mains. J'ai confiance.

5

(chômeurs) et assurer une véritable politique familiale pour les Français et les originaires de la CEE (actuellement plus de cinq millions d'étrangers bénéficient d'allocations pour lesquelles ont cotisé les entreprises françaises !).

Notre programme social est, on le voit, autre chose qu'un saupoudrage de petits expédients. Quand nous serons au pouvoir, nous le ferons voter par les élus du peuple, et c'en sera fini, à la Sécurité sociale, du tonneau des Danaïdes.

source : Jean-Marie Le Pen, la Lettre de Jean-Marie Le Pen, le 15 juin 1987.

SÉCURITÉ : les chiffres de la délinquance et de la criminalité

- 10 meurtres par jour ;
- 8 viols par jour ;
- 1 mort par overdose par jour ;
- 20 vols à main armée par jour ;
- 120 vols avec violence par jour ;
- 1 vol toutes les 15 secondes.

source : chiffres tirés des statistiques de la Police judiciaire qui sous-estime la réalité.

SÉCURITÉ : Les convictions du Front national

« Il y a des moyens pour empêcher les crimes, ce sont les peines. » Montesquieu.

Nous proposons beaucoup de choses. Tout d'abord, le rétablissement de la peine de mort, ce qui n'est pas une mince affaire ni une décision sans conséquence bénéfique selon nous.

source : Jean-Marie Le Pen, France Inter, Face au public, le 23 février 1987.